



 SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS SOCIAUX

Rapport de gestion	6
Bilan	14
Compte de résultats	16
Annexes	19
Rapport du Collège des Commissaires	37

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Rapport de gestion	40
Bilan	48
Compte de résultats	50
Annexes	52
Rapport du Collège des Commissaires	58





COMPTES ANNUELS SOCIAUX

Rapport annuel financier 2008, 18^{ème} exercice social présenté par le Conseil d'administration et par les Commissaires aux Comptes

RAPPORT DE GESTION

La croissance continue du nombre de voyageurs depuis dix ans (+ 7,55 % en 2008) rend nécessaire un renforcement significatif de notre parc d'autobus en plus de son renouvellement normal.

C'est ainsi que 200 nouveaux véhicules ont été livrés en 2008 et que 240 autres ont été commandés.

Cette évolution nécessite également de nouveaux dépôts et centres d'entretien destinés à les accueillir.

Un nouveau dépôt et centre d'entretien d'une capacité de 115 autobus, dont 20 articulés, équipé d'un centre d'entretien pouvant accueillir 11 bus simultanément a été mis en service fin 2008 à Nivelles (Baulers).

La construction d'autres dépôts a été planifiée et devrait débuter en 2009: un dans la province du Luxembourg, deux dans le Hainaut et une extension d'un dépôt existant à Liège.

Le chantier de la finalisation du métro léger de Charleroi, financé à hauteur de 75 millions par la BEI, a débuté en 2008 et devrait se terminer en 2011.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

A. Généralités

L'exercice 2008 se clôture avec un résultat de + 587.643,39 euros, et cela malgré une dotation exceptionnelle de 697.317,62 euros destinée à renforcer la structure financière de l'Institution de Retraite Professionnelle (TEC-Pension) constituée au sein du groupe TEC pour assurer le paiement d'une rente complémentaire à la pension légale aux agents bénéficiant du régime de complément de pension type « but à atteindre ».

Le Conseil d'administration propose d'affecter ce résultat en diminution de la perte reportée existante (10.104.567,23 euros), ce qui ramène celle-ci à 9.516.923,84 euros.

La perte reportée est la conséquence des résultats négatifs des exercices de 1996 (4.938,3 milliers d'euros), 2000 (3.593,8 milliers d'euros) et 2005 (3.467,2 milliers d'euros). Ceux-ci s'expliquent par la constitution de provisions destinées à couvrir d'une part, les dommages réclamés par la firme VAN HOOL dans le contrat du marché des autobus commandés en 1993 et d'autre part, des litiges en matière de maladies professionnelles, ainsi que des cotisations, majorations et intérêts de retard réclamés par l'O.N.S.S. pour des dossiers litigieux de l'ex-S.N.C.V.



B. Situation bilantaire

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008	Variations
ACTIF (= emploi de fonds)			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	94 954,56	286 446,19	191 491,63
Immobilisations corporelles	177 112 854,24	219 302 152,62	42 189 298,38
Immobilisations financières	18 420 893,57	18 427 998,09	7 104,52

Actifs circulants			
Créances à plus d'un an	8 141 201,86	7 657 410,13	-483 791,73
Stocks et commandes en cours	142 163,58	143 828,78	1 665,20
Créances à un an au plus	80 165 406,71	68 272 909,15	-11 892 497,56
Placements de trésorerie	39 639 692,62	84 557 752,40	44 918 059,78
Valeurs disponibles	21 258 779,79	19 504 592,16	-1 754 187,63
Comptes de régularisation	10 027 191,03	8 895 692,20	-1 131 498,83

PASSIF (= origine des fonds)			
Capitaux propres	159 827 295,10	167 727 025,38	7 899 730,28
Provisions pour risques et charges	19 556 072,30	19 958 016,46	401 944,16
Dettes à plus d'un an	61 925 541,83	143 678 656,65	81 753 114,82
Dettes à un an au plus	90 209 642,30	67 723 239,24	-22 486 403,06
Comptes de régularisation	23 484 586,43	27 961 843,99	4 477 257,56

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU BILAN

Actif

Immobilisations incorporelles

Ce poste reprend les logiciels informatiques; son évolution est due à l'acquisition en 2008 de licences pour 399 milliers d'euros et à des amortissements pour 207,6 milliers d'euros. Les acquisitions correspondent principalement aux logiciels dévolus au développement de la plate-forme embarquée et à de nouvelles licences d'utilisation de SAP.

Immobilisations corporelles

Outre les amortissements de l'exercice pour 15.268,7 milliers d'euros et des cessions et désaffectations pour 10.238,5 milliers d'euros, ce poste a évolué en raison des acquisitions pour 67.696,6 milliers d'euros. Celles-ci ont été réalisées principalement dans le cadre des investissements d'exploitation (achat d'autobus et rénovation de trams, plate-forme embarquée, systèmes de caméras embarquées, extension du métro

de Charleroi, construction du dépôt de Nivelles) ou d'infrastructure (travaux relatifs à l'aménagement d'arrêts, de gares de correspondance, de sites propres et rénovations du métro de Charleroi...).

Immobilisations financières

Ce poste contient essentiellement les participations de la SRWT dans le capital des cinq sociétés d'exploitation et de la S.A. « Eurobus Holding ».

Créances à plus d'un an

Ces créances sont constituées:

- des avances au personnel octroyées en 1986 suite au paiement des rémunérations à terme échu: 49,2 milliers d'euros;
- des annuités dues par les communes, les provinces et la Région wallonne pour apurer en nonante ans la dette contractée pour la libération des parts qu'elles ont souscrites dans le capital de l'ex-S.N.C.V.: 7.608,1 milliers d'euros.

Créances à un an au plus

Ce poste est, pour une grande part, composé de subsides restant à recevoir de la Région wallonne ainsi que d'autobus facturés ou à facturer dans le cadre d'opérations de « sale and lease back ».

Placements de trésorerie

Ce poste est constitué par les fonds disponibles sur les emprunts d'investissements conclus par la SRWT.

Valeurs disponibles

Il s'agit essentiellement de la trésorerie de l'ensemble du groupe TEC centralisée par la SRWT et mise à la disposition du système de centralisation des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons mis en place en 2002 par la Région wallonne.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation de l'actif contiennent les produits relatifs à l'exercice 2008 et à percevoir en 2009, notamment les produits financiers promérités au 31/12/08 mais qui ne seront perçus qu'en 2009, ainsi que le solde de subvention nécessaire pour couvrir les engagements sociaux 2008 (3.186,0 milliers d'euros) et les charges payées d'avance et imputables aux exercices ultérieurs dont un loyer unique payé en 1994 pour la location de 229 autobus sur une période de quinze ans (2.690,0 milliers d'euros).

Passif

Capitaux propres

La variation de ce poste s'explique par l'augmentation des subsides en capital pour 7.312,0 milliers d'euros et une diminution de la perte reportée pour 587,6 milliers d'euros.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour couvrir:

- Les risques de « propre assureur » en matière d'accidents du travail, maladies professionnelles et responsabilité civile accidents de la circulation. Il s'agit d'anciens engagements pour l'essentiel hérités de la S.N.C.V., le groupe TEC ayant opté pour l'assurance externe dès 1992 :
 - Sinistres à régler: 11.071,8 milliers d'euros (principalement en maladies professionnelles);
 - Fonds des rentes pour accidents de travail et maladies professionnelles: 2.663,7 milliers d'euros.
- Les autres risques et charges: 6.222,6 milliers d'euros dont 4.925,0 milliers pour couvrir les dommages réclamés par la firme VAN HOOL dans le cadre du marché de 313 autobus commandés en 1993 et 1.238,3 milliers destinés à couvrir des cotisations,

majorations et intérêts de retard réclamés par l'O.N.S.S. pour des dossiers litigieux de l'ex-S.N.C.V. de 1985 à 1986.

Dettes à plus d'un an

Elles sont constituées des emprunts de la S.N.C.V., attribués à la SRWT lors de la régionalisation et des emprunts conclus par la SRWT pour assurer le financement d'investissements d'exploitation ainsi que pour la finalisation de la construction du métro léger de Charleroi.

La forte augmentation de 2008 s'explique par les emprunts d'investissements accordés par Fortis et la BEI au cours de l'exercice 2008 et destinés à financer l'achat d'autobus, la construction du dépôt de Nivelles et les travaux du métro léger de Charleroi.

Dettes à un an au plus

L'évolution de ce poste s'explique surtout par une diminution des dettes commerciales, des dettes vis-à-vis des TEC et des dettes financières, partiellement compensée par une augmentation des dettes salariales et sociales.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation du passif comprennent les charges imputables à l'exercice et à payer au cours d'exercices ultérieurs (par exemple les intérêts courus mais non échus sur emprunts) ainsi que les produits perçus au cours de l'exercice et se rapportant à des exercices futurs (par exemple des subventions perçues pour plusieurs exercices). L'évolution de ce poste est à la hausse essentiellement en raison des plus-values de « sale and lease back » qui sont réparties sur toute la durée de vie des autobus concernés, ainsi que de l'augmentation de la dette et donc des intérêts courus.



C. Résultats

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008	Variations
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
1. Ventes et prestations			
Chiffre d'affaires	2 573 137,21	0,00	-2 573 137,21
Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution	0,00	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00	0,00
Autres produits d'exploitation	51 042 326,58	62 121 898,79	11 079 572,21
TOTAL	53 615 463,79	62 121 898,79	8 506 435,00

2. Coût des ventes et prestations			
Approvisionnements et marchandises	2 573 137,21	0,00	-2 573 137,21
Services et biens divers	10 221 360,90	15 098 480,31	4 877 119,41
Rémunérations, charges sociales et pensions	31 297 512,30	34 059 094,07	2 761 581,77
Amortissements et réductions de valeur	15 812 728,59	17 147 927,94	1 335 199,35
Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours et créances commerciales	-1 551,51	-799,21	752,30
Provisions	-306 395,76	401 944,16	708 339,92
Autres charges d'exploitation	275 196,91	36 728,83	-238 468,08
TOTAL	59 871 988,64	66 743 376,10	6 871 387,46

3. Résultats d'exploitation	-6 256 524,85	-4 621 477,31	1 635 047,54
-----------------------------	---------------	---------------	--------------

RÉSULTATS FINANCIERS			
Produits financiers	9 418 763,87	10 971 045,25	1 552 281,38
Charges financières	1 779 540,11	4 755 611,28	2 976 071,17

4. Résultat courant avant impôts	1 382 698,91	1 593 956,66	211 257,75
----------------------------------	--------------	--------------	------------

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels	388 252,00	28 000,00	-360 252,00
Charges exceptionnelles	363 252,00	795 117,62	431 865,62

5. Résultat de l'exercice avant impôts	1 407 698,91	826 839,04	-580 859,87
Impôts sur le résultat	238 979,45	239 195,65	216,20

6. Résultat de l'exercice	1 168 719,46	587 643,39	-581 076,07
---------------------------	--------------	------------	-------------

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Chiffre d'affaires

Les Contrats de gestion antérieurs à 2006 prévoyaient que la SRWT agisse en tant que commissionnaire des TEC en commandant et finançant les investissements d'exploitation en son nom mais pour leur compte. Ces biens et leur financement étaient comptabilisés dans les livres de ces sociétés mais transitaient par le compte de résultats de la SRWT en « approvisionnements et marchandises » à l'entrée et « chiffre d'affaires » à la sortie.

Durant l'exercice comptable 2008, ce chiffre d'affaires a été ramené à zéro car les Contrats de gestion 2006-2010 n'imposent plus la comptabilisation dans les livres des TEC de ces investissements. Ceux-ci sont directement portés en immobilisations à la SRWT.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend entre autres :

- des subventions reçues de la Région wallonne: 57.694,4 milliers ;
- des loyers: 215,9 milliers ;
- des plus-values sur opérations de « sale & rent (ou) lease back »: 198,9 milliers ;
- des refacturations aux TEC: 1.633,2 milliers ;
- des prestations effectuées pour tiers: 785,8 milliers ;
- des revenus de publicité: 750,4 milliers ;
- des versements du Fonds Mutuel Wallon représentant la cotisation à l'assurance groupe des agents malades: 116,5 milliers.
- des tantièmes reçus pour la gestion de la société « Transports PENNING » (filiale d'Eurobus Holding): 14,0 milliers ;

Approvisionnement et marchandises

L'évolution de ce poste est liée à celle du chiffre d'affaires.

Services et biens divers

L'évolution à la hausse de ce poste est principalement due à la prise en charge des loyers d'autobus qui étaient auparavant supportés par les TEC, ainsi qu'à l'augmentation des charges sur les investissements d'infrastructure, des frais liés à la promotion commerciale et des frais d'entretien et de réparation de matériel roulant (filtres à particules pour anciens bus).

Rémunérations, charges sociales et pensions

Ce poste a été influencé par son évolution naturelle (ancienneté, nouveaux bénéficiaires, décès...) ainsi que par les indexations.

Amortissements et réductions de valeur

L'évolution de ce poste suit naturellement celle des investissements et plus particulièrement celle des investissements d'infrastructure et d'exploitation qui ont fortement augmenté durant l'exercice 2008.

Provisions

Ce poste comprend :

- Les provisions constituées pour :
 - Propre assureur :
 - accidents de travail : 219,6 milliers ;
 - maladies professionnelles : 684,6 milliers.
 - Litiges : 32,4 milliers.
- Les provisions utilisées et reprises pour :
 - Responsabilité civile accidents de la circulation, accidents de travail et maladies professionnelles: 534,7 milliers.

Autres charges d'exploitation

Ce poste est composé pour l'essentiel de taxes diverses telles que précomptes immobiliers, taxes de circulation et TVA non déductible.

Produits financiers

Les produits financiers sont constitués essentiellement:

- des dividendes d'Eurobus Holding : 947,8 milliers ;
 - des produits de placement de trésorerie (plus-value SICAV de trésorerie : 2.711,2 milliers);
 - et surtout de l'utilisation des subsides en capital (7.106,9 milliers) au même rythme que les amortissements des biens qu'ils ont servi à financer.
- L'évolution de ce poste est due principalement à la plus-value réalisée sur SICAV de trésorerie en raison de l'augmentation des fonds disponibles sur les emprunts d'investissement suite au retard pris pour débiter le chantier du métro léger de Charleroi ainsi qu'au retard dans la livraison de certains autobus.

Charges financières

Ce poste est en forte augmentation par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des charges de dettes liées aux nouveaux emprunts que la SRWT a contractés au cours de l'exercice comptable 2008 pour financer l'achat de bus, la construction du dépôt de Nivelles et les travaux du métro léger de Charleroi.

Produits exceptionnels

Ce poste est constitué, pour 3 milliers d'euros, des plus-values réalisées sur la vente des biens immobilisés apportés par la Région wallonne au capital de la SRWT pour une valeur symbolique (ces plus-values doivent être ristournées à la Région wallonne). Les produits exceptionnels comprennent également, pour 25,0 milliers d'euros, une indemnité d'immobilisation perçue suite à un litige dans le cadre de la vente d'un terrain.

Charges exceptionnelles

Ces charges se composent du montant à restituer à la Région wallonne pour les plus-values réalisées sur la vente de certains immobilisés (voir produits exceptionnels) pour 3,0 milliers d'euros, du solde des travaux relatifs au prototype du bus hybride incendié en 2006 dans l'atelier du TEC Liège-Verviers (94,8 milliers d'euros) et de la dotation exceptionnelle Tec – Pension (697,3 milliers d'euros).



D. Chiffres clés et ratios

Rubriques	2006	2007	2008
Actif net corrigé (en milliers d'euros)	147 366	159 827	167 727
Fonds de roulement net (en milliers d'euros)	24 846	45 680	93 347
Besoins en fonds de roulement (en milliers d'euros)	4 247	-4 937	-4 412
Trésorerie nette (en milliers d'euros)	20 599	50 617	97 759
Cash-flow avant distribution (en milliers d'euros)	6 175	9 239	11 031
Ratio de liquidité au sens large	1,18	1,33	1,90
Ratio de liquidité au sens strict	1,53	1,56	2,54
Ratio de solvabilité (en %)	50,00	45,00	39,00
Ratio du crédit clients (en jours)	154	415	98
Ratio du crédit fournisseurs (en jours)	256	420	115

E. Risques et incertitudes

Suite à l'entrée en vigueur de la loi sur les pensions complémentaires, dite «loi VANDENBROUCKE», une réécriture du règlement d'assurance s'est avérée indispensable et a été entreprise avec ETHIAS, gestionnaire de l'assurance-groupe du groupe TEC. A l'occasion de ces travaux, ETHIAS a réévalué de manière significative à la hausse les réserves à constituer en vue de garantir les engagements du groupe en matière de pension complémentaire. Dans ce contexte, sur base des conclusions d'un bureau spécialisé externe mandaté par la SRWT, des contacts ont été pris avec la CBFA et ont débouché sur une dispense partielle de constituer des réserves. Cette dispense couvre la totalité du sous-financement et est conditionnée par la contrainte, d'ordre juridique, de transférer le véhicule financier des pensions complémentaires, en ce qui concerne les engagements découlant des anciens régimes de pensions, de l'assurance-groupe vers une institution de retraite professionnelle. Cette institution appelée « TEC-Pension », créée en septembre 2008, a été agréée par la CBFA.

De plus, de manière à renforcer la structure financière de TEC-Pension, le groupe TEC a décidé de la doter, à titre exceptionnel, en 2008, d'une somme de 10 millions d'euros répartie entre les différentes sociétés du groupe. Rappelons que les charges liées aux pensions complémentaires relèvent des «engagements sociaux» au sens de l'article II.1.1.12 du Contrat de gestion et sont couvertes par une subvention spécifique visée à l'article II.2.2.1.2 dudit contrat.

Suite aux retards dans l'exécution du marché relatif à la fourniture du système d'aide à l'exploitation (SAE) pour le TEC Charleroi et aux difficultés techniques éprouvées par le fournisseur pour fournir de manière stabilisée un niveau de performance conforme aux exigences du cahier des charges, la SRWT a assigné le fournisseur en résiliation du marché du SAE avec demande de dommages et intérêts. Un jugement a procédé à la désignation d'un expert judiciaire. L'expertise a débuté fin 2008 et est actuellement en cours.

DIVERS

Le Conseil d'administration signale qu'il n'y a pas eu, depuis la date de clôture, d'événements, autres que ceux présentés au point II, qui seraient susceptibles de modifier de manière importante les résultats ainsi que la situation financière de la société telle que reprise dans les comptes annuels.

De même, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

En matière de recherche et de développement, la SRWT a, en 2008, participé aux projets suivants :

- Bus européen du futur : ce projet est entré dans une nouvelle phase, visant à construire quelques prototypes de ce bus de l'avenir. Cette phase est subventionnée par la Communauté Européenne, et a vu ses travaux commencer en septembre 2008. Les constructeurs y sont maintenant associés, ainsi qu'une quarantaine de réseaux européens, dont la SRWT.
- Essais de consommation : extension des cycles d'essai de consommation standardisés adaptés aux divers types d'autobus dans le cadre d'un projet UITP piloté par la SRWT. En 2008, l'extension de la procédure d'essais sur route aux bus articulés se généralise. L'application aux véhicules au gaz est à l'étude, tandis que les véhicules hybrides seront étudiés en 2009-2010.
- Observatoire des nouvelles technologies de propulsion : la SRWT s'est associée au projet, piloté par la RATP sous l'égide de l'UITP. La confection des fiches est en cours. Un travail de conviction des différents acteurs sur l'intérêt du travail a été engagé et les informations pertinentes commencent à affluer.

• Enquête de satisfaction auprès des voyageurs : en 2008, une grande enquête a été lancée sur le degré de satisfaction des voyageurs sur le « produit bus ». Des conclusions intéressantes ont pu en être tirées et seront utilisées, à l'avenir, dans la confection des cahiers de charges.

La SRWT ne dispose pas de succursales.

Une couverture de la consommation de gasoil routier du groupe TEC, mise en place par la SRWT en 2006 pour la durée du présent Contrat de gestion (2006-2010), s'est poursuivie en 2008 sous la forme suivante :

- 1/3 du volume via un SWAP : prix fixe ;
- 1/3 du volume via un COLLAR : prix fluctuant à l'intérieur d'une fourchette ;
- 1/3 du volume non couvert : prix fluctuant suivant le marché.

Les moyens financiers pour faire face aux risques qui sont à l'origine de la perte reportée étant disponibles, il n'y a aucune raison pour ne pas poursuivre l'application des règles comptables de continuité.



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
ACTIF		
Actifs immobilisés	238 016 596,90	195 628 702,37
Immobilisations incorporelles	286 446,19	94 954,56
Immobilisations corporelles	219 302 152,62	177 112 854,24
Terrains et constructions	31 402 046,86	33 825 071,14
Installations, machines et outillage	15 394 949,28	16 160 585,89
Mobilier et matériel roulant	54 181 871,71	28 802 695,88
Autres immobilisations corporelles	66 636 364,56	67 852 611,03
Immobilisations en cours et acomptes versés	51 686 920,21	30 471 890,30
Immobilisations financières	18 427 998,09	18 420 893,57
Entreprises liées		
Participations	11 323 461,17	11 324 998,11
Créances		
Autres entreprises avec lien de participation	6 519 599,70	6 519 599,70
Créances sur entreprises avec lien de participation		
Autres immobilisations financières		
Actions et parts	573 870,36	573 870,36
Créances et cautionnements en numéraire	11 066,86	2 425,40

Actifs circulants	189 032 184,82	159 374 435,59
Créances à plus d'un an	7 657 410,13	8 141 201,86
Autres créances	7 657 410,13	8 141 201,86
Stocks et commandes en cours d'exécution	143 828,78	142 163,58
Stocks		
Approvisionnements	143 828,78	142 163,58
Créances à un an au plus	68 272 909,15	80 165 406,71
Créances commerciales	16 358 334,76	20 419 805,25
Autres créances	51 914 574,39	59 745 601,46
Placements de trésorerie	84 557 752,40	39 639 692,62
Autres placements	84 557 752,40	39 639 692,62
Valeurs disponibles	19 504 592,16	21 258 779,79
Comptes de régularisation	8 895 692,20	10 027 191,03

TOTAL DE L'ACTIF	427 048 781,72	355 003 137,96
-------------------------	-----------------------	-----------------------

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
PASSIF		
Capitaux propres	167 727 025,38	159 827 295,10
Capital	13 955 000,00	13 955 000,00
Capital souscrit	13 955 000,00	13 955 000,00
Plus-value de réévaluation		
Réserves	395 455,11	395 455,11
Réserve légale	19 810,01	19 810,01
Réserves disponibles	375 645,10	375 645,10
Perte reportée	-9 516 923,84	-10 104 567,23
Subsides en capital	162 893 494,11	155 581 407,22

Provisions pour risques et charges	19 958 016,46	19 556 072,30
Provisions pour risques et charges	19 958 016,46	19 556 072,30
Autres risques et charges	19 958 016,46	19 556 072,30

Dettes	239 363 739,88	175 619 770,56
Dettes à plus d'un an	143 678 656,65	61 925 541,83
Dettes financières		
Emprunts obligataires non subordonnés	3 881 151,84	4 178 906,73
Etablissements de crédit	130 737 858,26	47 936 621,36
Autres emprunts	8 250 000,00	8 875 000,00
Autres dettes	809 646,55	935 013,74
Dettes à un an au plus	67 723 239,24	90 209 642,30
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	6 302 996,45	6 686 330,24
Dettes financières		
Etablissements de crédit	12,13	3 594 691,35
Dettes commerciales		
Fournisseurs	20 849 966,48	28 003 463,28
Effets à payer	14 857,86	15 442,35
Acomptes reçus sur commandes	850 170,85	175 246,11
Dettes fiscales, salariales et sociales		
Impôts	1 308 863,51	623 023,30
Rémunérations et charges sociales	9 720 265,51	3 983 614,36
Autres dettes	28 676 106,45	47 127 831,31
Comptes de régularisation	27 961 843,99	23 484 586,43

TOTAL DU PASSIF	427 048 781,72	355 003 137,96
------------------------	-----------------------	-----------------------

COMPTE DE RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2008

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
CHARGES		
Coût des ventes et des prestations	66 743 376,10	59 871 988,64
Approvisionnements et marchandises		
Achats	1 665,20	2 573 137,21
Variations des stocks	-1 665,20	
Services et biens divers	15 098 480,31	10 221 360,90
Rémunérations, charges sociales et pensions	34 059 094,07	31 297 512,30
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles	17 147 927,94	15 812 728,59
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-799,21	-1 551,51
Provisions pour risques et charges	401 944,16	-306 395,76
Autres charges d'exploitation	36 728,83	275 196,91

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		
Charges financières	4 755 611,28	1 779 540,11
Charges des dettes	4 653 641,79	1 663 066,41
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Autres charges	101 969,49	116 473,70

BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS	1 593 956,66	1 382 698,91
Charges exceptionnelles	795 117,62	363 252,00
Provisions pour risques et charges exceptionnels		
Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés		
Autres charges exceptionnelles	795 117,62	363 252,00

BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	826 839,04	1 407 698,91
Impôts sur le résultat	239 195,65	238 979,45
Impôts	239 195,65	238 979,45

RÉSULTAT DE L'EXERCICE À AFFECTER		
--	--	--

BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER	587 643,39	1 168 719,46
--	-------------------	---------------------

TOTAUX GÉNÉRAUX	73 120 944,04	63 422 479,66
------------------------	----------------------	----------------------

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
PRODUITS		
Ventes et prestations	62 121 898,79	53 615 463,79
Chiffre d'affaires		2 573 137,21
Variations des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution		
Production immobilisée		
Autres produits d'exploitation	62 121 898,79	51 042 326,58

PERTE D'EXPLOITATION	-4 621 477,31	-6 256 524,85
Produits financiers	10 971 045,25	9 418 763,87
Produits des immobilisations financières	947 753,00	947 753,00
Produits des actifs circulants	86 428,41	15 256,77
Autres produits financiers	9 936 863,84	8 455 754,10

PERTE COURANTE AVANT IMPÔTS		
Produits exceptionnels	28 000,00	388 252,00
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	3 000,00	363 252,00
Autres produits exceptionnels	25 000,00	25 000,00

PERTE AVANT IMPÔTS		
---------------------------	--	--

RÉSULTAT DE L'EXERCICE À AFFECTER		
--	--	--

PERTE DE L'EXERCICE À AFFECTER		
---------------------------------------	--	--

TOTAUX GÉNÉRAUX	73 120 944,04	63 422 479,66
------------------------	----------------------	----------------------

ANNEXES

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
Perte à affecter		
Perte de l'exercice à affecter		
Perte reportée de l'exercice précédent	10 104 567,23	11 273 286,69
Bénéfice à affecter		
Bénéfice de l'exercice à affecter	587 643,39	1 168 719,46
Prélèvements sur les capitaux propres		
Sur les réserves		
Affectations aux capitaux propres		
Au capital et aux primes d'émission		
A la réserve légale		
Aux autres réserves		
Résultat à reporter		
Perte à reporter	9 516 923,84	10 104 567,23

Rubriques	Concessions brevets, licences, etc.
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	5 367 327,10
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions, y compris la production immobilisée	399 065,93
Cessions et désaffectations (-)	
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	5 766 393,03
Amortissements et réductions de valeur	
Au terme de l'exercice précédent	5 272 372,54
Mutations de l'exercice :	
Actés	207 574,30
Repris car excédentaires	
Acquis de tiers	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	5 479 946,84
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	286 446,19



Rubriques	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	47 060 849,93	44 584 271,20	81 103 971,07	93 316 820,32	30 471 890,30
Mutations de l'exercice :					
Acquisitions, y compris la production immobilisée	7 871,98	3 771,75	41 692 257,83	0,70	25 992 673,90
Cessions et désaffectations (-)			-10 238 027,23	-510,98	
Transferts d'une rubrique à une autre (-) (+)	563 384,53	1 584 530,81	98 182,53	2 531 546,12	-4 777 643,99
Au terme de l'exercice	47 632 106,44	46 172 573,76	112 656 384,20	95 847 856,16	51 686 920,21

Plus-values					
Au terme de l'exercice précédent	35 192 513,95	6 607 407,43			
Mutations de l'exercice :					
Actées					
Acquises de tiers					
Annulées (-)					
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	35 192 513,95	6 607 407,43			

Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	48 428 292,74	35 031 092,74	52 301 275,19	25 464 209,29	
Mutations de l'exercice :					
Actées	2 994 280,79	2 314 011,04	7 844 851,37	3 787 210,44	
Repris car excédentaires (-)					
Acquis de tiers					
Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)			-1 671 614,07		
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)		39 928,13		-39 928,13	
Au terme de l'exercice	51 422 573,53	37 385 031,91	58 474 512,49	29 211 491,60	

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	31 402 046,86	15 394 949,28	54 181 871,71	66 636 364,56	51 686 920,21
--	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

Rubriques	Entreprises liées	autres
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Participations et droits sociaux		
Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	11 324 998,11	7 093 470,06
Mutations de l'exercice :		
Acquisitions		
Cessions et retraits	-1 536,94	
Au terme de l'exercice	11 323 461,17	7 093 470,06

Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent		
Mutations de l'exercice		
Au terme de l'exercice		

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	11 323 461,17	7 093 470,06
--	----------------------	---------------------

Créances		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		2 425,40
Mutations de l'exercice :		
Additions		10 341,46
Remboursements (-)		-1 700,00
Cessions et retraits		

Valeur comptable nette au terme de l'exercice		11 066,86
--	--	------------------



PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux représentant au moins 10% du capital souscrit.

Dénomination et adresse du siège	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles		
	Directement		Par les filiales %	Comptes annuels arrêtés au	En unités	
	Nombre	%			Capitaux propres	Résultat net
TEC Brabant Wallon Place Henri Berger, 6 1300 Wavre	8 976	67,33		31/12/08	9 473 642	454 265
TEC Charleroi Place des Tramways, 9 bte 1 6000 Charleroi	27 546	67,50		31/12/08	21 565 319	-1 443 296
TEC Hainaut Place Léopold, 9a 7000 Mons	31 274	67,30		31/12/08	9 895 509	1 284 944
TEC Liège-Verviers Rue du Bassin, 119 4030 Liège	17 755	67,86		31/12/08	20 232 685	-2 796 586
TEC Namur-Luxembourg Avenue de Stassart, 12 5000 Namur	7 605	67,40		31/12/08	4 826 580	817 866
EUROBUS HOLDING 2 ^{ème} Avenue, 31 4040 Herstal	26 300	26,25		31/12/08	72 908 000	8 159 000

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE, AUTRES PLACEMENTS		
Actions et parts	61 264 086,23	39 329 844,02
Valeur comptable augmentée du montant non appelé	61 264 086,23	39 329 844,02
Titres à revenus fixes	23 293 666,17	309 848,60
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit		
avec une durée résiduelle ou de préavis		
d'un mois au plus		
de plus d'un mois à un an au plus		
de plus d'un an		

COMPTES DE RÉGULARISATION (ACTIF)

Loyers d'autobus versés anticipativement	2 690 074,64
Subventions pour engagements sociaux	3 185 758,23
Divers	3 019 859,33

ÉTAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit	
Au terme de l'exercice précédent	13 955 000,00
Modifications au cours de l'exercice	
Au terme de l'exercice	13 955 000,00

	Nombre d'actions	%
Représentation du capital (actions ordinaires sans désignation de valeur)	550 318	
Actions nominatives	547 848	99,55
Région wallonne		
Lignes ferrées et services d'autobus	264 406	48,05
Lignes ferrées concédées mais non construites	6 381	1,16
Biens cédés par la Région wallonne	1	0,00
Provinces	156 637	28,46
Communes	120 423	21,88
Actions au porteur	2 470	0,45

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Litige Van Hool	4 924 965,39
Litiges O.N.S.S	1 238 352,51
Provisions pour risques et charges de propre assureur	13 735 403,56
Divers	59 295,00

Rubriques	Dettes		
	échéant dans l'année	ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	ayant plus de 5 ans à courir
Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle			
ÉTAT DES DETTES			
Dettes financières	6 110 609,30	72 725 954,34	70 143 055,76
Emprunts obligataires non subordonnés	586 846,20	1 274 105,38	2 607 046,46
Dettes de location-financement et assimilées			
Etablissements de crédit	4 273 763,10	64 676 848,96	66 061 009,30
Autres emprunts	1 250 000,00	6 775 000,00	1 475 000,00
Autres dettes	192 387,15	409 420,75	400 225,80
TOTAL	6 302 996,45	73 135 375,09	70 543 281,56

Rubriques	Dettes (ou partie de dettes) garanties par	
	les pouvoirs publics belges	des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
DETTES GARANTIES		
Dettes financières	134 619 010,10	
Emprunts obligataires non subordonnés	3 881 151,84	
Etablissements de crédit	130 737 858,26	
Autres emprunts		
Autres dettes	1 002 033,60	
TOTAL	135 621 043,70	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES		
Impôts		
Dettes fiscales non échues		1 308 863,51
Rémunérations et charges sociales		
Autres dettes salariales et sociales		9 720 265,51

Rubriques	Exercice 2008
COMPTES DE RÉGULARISATION (PASSIF)	
Principalement prorata d'intérêts sur emprunts, prorata de loyers sur matériel roulant, plus-values sur opérations de «sale and rent back» à répartir sur la durée de l'opération et subventions relatives à des exercices ultérieurs	27 961 843,99

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
RÉSULTATS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net		2 573 137,21
Autres produits d'exploitation dont		
Subsides d'exploitation obtenus des pouvoirs publics	57 694 367,94	47 224 932,58
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	131	129
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	121,7	124,3
Nombre effectif d'heures prestées	188 827	190 443
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	7 038 634,97	6 592 595,81
Cotisations patronales d'assurances sociales	2 552 272,16	2 115 748,42
Primes patronales pour assurances extra-légales	2 526 726,10	3 072 186,76
Autres frais de personnel	284 765,21	341 702,20
Pensions	21 656 695,63	19 175 279,11
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées		
Reprises		
Sur créances commerciales		
Actées		
Reprises	-799,21	-1 551,51
Provisions pour risques et charges		
Constituées	936 618,27	468 526,41
Utilisations et reprises	-534 674,11	-774 922,17
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	31 829,75	34 350,80
Autres	4 899,08	240 846,11
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	5	2
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	3,1	0,8
Nombre effectif d'heures prestées	6 015	1 585
Frais pour l'entreprise	163 575,09	40 022,25

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
RÉSULTATS FINANCIERS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	7 106 862,34	7 436 406,79
Ventilation des autres produits		
Plus-values sur actifs circulants	2 711 230,91	883 186,85
Produits financiers sur produits dérivés	70 262,14	85 382,33
Autres	48 508,45	50 778,13
Amortissements des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS		
Autres produits exceptionnels		
Indemnité d'immobilisation	25 000,00	
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	3 000,00	
Autres charges exceptionnelles		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		
Restitution de plus-values sur ventes à la Région wallonne		

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		
Impôts sur le résultat de l'exercice		
Impôts et précomptes dus ou versés	239 195,65	

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
AUTRES TAXES ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS		
Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales portées en compte		
A l'entreprise (déductibles)	51 427 343,39	11 554 823,13
Par l'entreprise	56 732 897,49	11 565 608,56
Montants retenus à charge de tiers, au titre de		
Précompte professionnel	5 694 208,10	5 502 449,86
Précompte mobilier	58 462,66	63 351,86

Rubriques	Exercice 2008
DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise	
Gages sur d'autres actifs	
Valeur comptable des actifs gagés	82 359,04
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise, non portés au bilan	
Titres de transport en dépôt	
Engagements importants d'acquisition d'immobilisations	
Autobus	72 084 735,00
Investissements d'infrastructure	21 296 200,00
Engagements importants de cession d'immobilisations	
Convention prévoyant une option de vente exerçable par la SRWT entre le 1/10/2010 et le 30/09/2011 de la totalité des participations qu'elle détient dans Eurobus Holding	
Litiges importants et autres engagements importants	
Montants des contrats de location d'autobus restant à échoir	137 961 565,83
Intérêts à échoir sur emprunts d'investissements non repris au passif	63 004 839,19
Emprunts conclus au nom de la SRWT pour compte des TEC dans le cadre du contrat de commission organisant la réalisation et le financement des investissements d'exploitation	737 500,00
TEC Brabant Wallon	400 000,00
TEC Charleroi	0,00
TEC Hainaut	77 500,00
TEC Liège - Verviers	0,00
TEC Namur - Luxembourg	260 000,00

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES		
Immobilisations financières		
Participations	11 323 461,17	11 324 998,11
Créances		
A plus d'un an		
A un an au plus	12 892 371,05	14 785 192,45
Dettes		
A plus d'un an	7 625 000,00	7 625 000,00
A un an au plus	20 788 820,09	37 862 385,70
Résultats financiers		
Produits des actifs circulants		
Charges des dettes	187 396,59	295 233,91

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION		
Immobilisations financières		
Participations	6 519 599,70	6 519 599,70
Créances		

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS		
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats	149 342,80	

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES COMMISSAIRES		
Emoluments des commissaires	14 772,44	

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR		
Estimation de la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur dans les comptes, avec indications sur la nature et le volume des instruments		
Couverture gasoil	5 822,05	
Couverture de taux	2 157,18	

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS		
L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion.		



Rubriques	Exercice 2008 Temps plein	Exercice 2008 Temps partiel	Exercice 2008 Total en équivalent temps plein	Exercice 2007 Total en équivalent temps plein
BILAN SOCIAL				
Etat des personnes occupées Travailleurs inscrits au registre du personnel				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	104,0	28,0	121,7	124,3
Nombre effectif d'heures prestées	165 047	23 780	188 827	190 443
Frais de personnel	11 293 090,67	990 924,28	12 284 014,95	11 983 618,27
Avantages accordés en sus du salaire			118 925,11	120 329,37

Rubriques	Temps plein	Temps partiel	Total équivalent temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	105	26	122,8
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	105	26	122,8
Contrat à durée déterminée			
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	77	5	81,0
de niveau primaire			
de niveau secondaire	35	5	39,0
de niveau supérieur non universitaire	11		11,0
de niveau supérieur universitaire	31		31,0
Femmes	28	21	41,8
de niveau primaire			
de niveau secondaire	17	15	25,9
de niveau supérieur non universitaire	4	3	6,5
de niveau supérieur universitaire	7	3	9,4
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	33	3	35,4
Employés	72	16	83,9
Ouvriers		7	3,5
Autres			

Rubriques	Personnel intérimaire	Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise au cours de l'exercice		
Nombre moyen de personnes occupées	3,1	
Nombre effectif d'heures prestées	6 015	
Frais pour l'entreprise	163 575,09	

Rubriques	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE			
Entrées			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	5	2	6,7
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	5	2	6,7
Contrat à durée déterminée			
Contrat de remplacement			

Sorties			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	3	2	4,3
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	3	2	4,3
Contrat à durée déterminée			
Contrat de remplacement			
Par motif de fin de contrat			
Pension			
Prépension	1	2	2,3
Licenciement			
Autre motif	2		2,0

Rubriques	Hommes	femmes
RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE		
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernées	49	20
Nombre d'heures de formation suivies	3 033	1 040
Coût net pour l'entreprise	189 947,82	54 580,14
dont coût brut directement lié aux formations	186 018,22	54 580,14
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs		
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	2 070,40	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernées	1	7
Nombre d'heures de formation suivies	320	1 560
Coût net pour l'entreprise	6 227,20	36 012,16
Initiatives en matière de formation professionnelle à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernées		
Nombre d'heures de formation suivies		
Coût net pour l'entreprise		



RÈGLES D'ÉVALUATION

Actif

Frais d'établissement (rubrique I)

Les frais de constitution et d'augmentation de capital ainsi que les autres frais d'établissement sont amortis en cinq ans.

Les frais d'émission d'emprunts et primes de remboursement sont amortis par tranches égales sur la durée des emprunts auxquels ils se rapportent.

Immobilisations incorporelles (rubrique II)

Les immobilisations incorporelles sont prises en charge dans l'exercice au cours duquel ces frais sont exposés.

Toutefois, les logiciels informatiques acquis à l'extérieur sont amortis sur trois ans.

Immobilisations corporelles (rubrique III)

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, ou à leur coût de revient, ou à leur valeur d'apport y compris les frais accessoires notamment la quote-part non déductible de la T.V.A.

Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de conventions similaires dont les versements échelonnés prévus au contrat sont assurés par un organisme financier en contrepartie d'un paiement unique effectué au début de la transaction (Payment Undertaking Agreement) sont traités de la manière suivante :

- Les droits d'usage y compris les frais accessoires sont portés à l'actif dans la rubrique correspondant aux immobilisations concernées et amortis au même taux.
- Le versement à l'organisme financier qui assurera le paiement des versements échelonnés apure la dette de location financement.
- L'engagement qui subsiste vis-à-vis du « lessor » de procéder aux versements échelonnés est acté dans les comptes d'ordre.
- Les profits dégagés par cette transaction seront portés en produit au rythme des amortissements comptables.

Les amortissements sont pratiqués d'une manière linéaire sur la durée de vie présumée des immobilisations.

En ce qui concerne les biens acquis avant le 1^{er} janvier 1991 et transférés par la S.N.C.V. :

a) les biens transférés par la SRWT aux TEC, à savoir le mobilier, le matériel de bureau et l'outillage, sont valorisés à leur valeur nette comptable et sont amortis sur quatre ans ;

b) les biens transférés à la SRWT sont amortis selon le plan d'amortissement en application à la S.N.C.V.

En ce qui concerne les pièces relais (moteurs, boîtes, ponts) liées au matériel roulant, celles-ci sont amorties sur la même durée que les véhicules pour lesquels elles doivent servir.

Pour les biens acquis à partir du 1^{er} janvier 1991, les taux d'amortissement sont les suivants :

Composant de l'actif	Durée de vie	Taux en %
Terrains	Illimitée	0
Bâtiments	30 ans	3,33
Installations bâtiments	20 ans	5
Voies	25 ans	4
Lignes aériennes	25 ans	4
Sous-stations de traction	25 ans	4
Machines, matériel, équipement de télécommunication et techniques spéciales	10 ans	10
Matériel roulant ferré	25 ans	4
Autobus de la « Classe I » (articulés)	15 ans	6,66
Autobus de la « Classe II » (standard et midi 60 places)	15 ans	6,66
Autobus de la « Classe III » (midi 40 places et mini)	8 ans	12,50
Autobus pour personnes à mobilité réduite (mini)	6 ans	16,67
Autobus d'occasion	Règles habituelles en tenant compte de la date de première mise en circulation comme date de départ	
Transformation du matériel roulant ferré et renouvellement des bus afin d'allonger la durée d'utilisation	En fonction de la durée d'utilisation restante estimée	
Véhicules utilitaires	10 ans	10
Automobiles et camionnettes	5 ans	20
Mobilier et assimilés, machines de bureau	5 ans	20
Outillage portatif	5 ans	20
Informatique mainframe	5 ans	20
Micro informatique (PC, réseau et périphériques)	3 ans	33,33
Sites propres	15 ans	6,66
Bâtiment de Robermont, La Villette et Jumet	20 ans	5
Installations de Robermont, La Villette et Jumet	9 ans	11,1
Téléphonie fixe	10 ans	10
Téléphonie mobile	3 ans	33,33

Lorsque, du fait du recours à un financement alternatif, des biens immobilisés ne sont pas repris dans les livres de la société, les charges générées par le financement de ces biens sont mises en compte de manière à ce que leur répartition dans le temps se rapproche le plus possible de la durée d'amortissement prévue dans les règles d'évaluation pour de tels biens.

Immobilisations financières (rubrique IV)

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport, à l'exclusion des frais accessoires et sous déduction des montants restant éventuellement à libérer.

Les autres créances et cautionnements en numéraire sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Créances à plus d'un an et créances à un an au plus (rubriques V et VII)

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

En cas de faillites ou concordats, les créances impayées sont considérées comme douteuses et leur valeur totale nette, hors T.V.A., fait l'objet d'une réduction de valeur.

En dehors de ces cas, d'autres créances peuvent être transférées à la rubrique « Clients douteux » ou « Créances douteuses » et faire l'objet de réductions de valeur adaptées à chaque situation.

Stocks et commandes en cours (rubrique VI)

Les stocks d'approvisionnements et fournitures sont valorisés selon la méthode des prix moyens pondérés.

A la clôture de chaque exercice, les casiers comprenant des articles de stock qui n'ont plus été movimentés, soit par de nouvelles entrées consécutives à des commandes ou à des fabrications internes, soit par de nouvelles sorties sur centre de coût ou ordre ou consécutives à des corrections d'inventaire, depuis plus de trois ans, font l'objet d'une réduction de valeur totale, sauf pour les articles du stock destinés au réseau ferré pour lesquels cette période est portée à dix ans.

Tout article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur et qui serait sorti du stock sur centre de coût ou ordre ou suite à des corrections d'inventaire fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de son utilisation.

Dans le cas où une nouvelle commande ou fabrication interne devait survenir pour un article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur, c'est l'ensemble du casier qui fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de la nouvelle entrée en stock.

La procédure de valorisation suivante est appliquée aux pièces relais importantes qui font l'objet de réparation dans le cadre d'un processus d'échange standard :

- lors de l'achat de la pièce neuve, celle-ci est immobilisée et amortie sur la durée d'amortissement restante des véhicules les plus récents auxquels elle se rapporte ;
- ces pièces sont alors reprises en stock sans valeur ;

• ensuite, lors du processus d'échange standard, la pièce démontée du véhicule qui est réparée rentre dans le stock pour une valeur égale au coût de la réparation.

Cette procédure s'applique aux pièces suivantes :

- Moteurs
- Boîtes de vitesse
- Ponts

D'une manière générale, les fabrications pour stocks (en ce compris les récupérations et réparations de pièces) sont valorisées et rentrées en stock pour une valeur égale à leur coût de revient.

Ces règles d'évaluation s'appliquent à l'ensemble des stocks quelle que soit leur localisation physique.

Les en-cours de fabrication et les commandes en cours d'exécution sont portés à l'actif du bilan à leur coût de revient.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles (rubriques VIII et IX)

Les titres à revenu fixe sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

Comptes de régularisation (rubrique X)

Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évaluées en suivant la règle proportionnelle.

Les revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice en cours, sont évalués au montant de la quote-part afférente à cet exercice.

Passif**Provisions pour risques et charges (rubrique VII)**

A la clôture de l'exercice, il est procédé, avec prudence, sincérité et bonne foi, à l'examen des provisions à constituer, à reprendre ou à annuler pour couvrir les risques prévus.

Plus précisément en ce qui concerne les risques liés aux anciens dossiers « propre assureur » encore en litige hérités de la S.N.C.V., on couvrira l'estimation faite par le service des assurances sur base d'une addition de tous les litiges en cours :

- à 100 % pour les secteurs accidents du travail et responsabilité civile accidents de circulation,
- à 55 % pour le secteur maladies professionnelles vu le caractère plus aléatoire de l'aboutissement en notre défaveur de l'ensemble de ces dossiers.

A partir de l'exercice comptable 1991, les provisions pour gros entretiens et réparations et les provisions pour pneus ne sont plus constituées.

En 1993, la Région a apporté au capital de la société les biens dont elle avait hérité de l'Etat en vertu de l'article 57 paragraphe 2 de la loi de financement. Un certain nombre de litiges liés à la construction de ces biens ont dû également être repris par la SRWT. Vu le caractère aléatoire de l'aboutissement des requêtes des parties adverses, ces litiges seront couverts à concurrence de 50 %.

L'exploitation de nos dépôts pendant de nombreuses décennies est susceptible d'avoir généré une pollution du sol. Ce risque potentiel étant impossible à évaluer sans engager des frais considérables, il n'est pas couvert par une provision.

Une provision est cependant constituée sur base d'une estimation faite par un expert dans les cas suivants :

- pollution avérée suite à un incident ou à un contrôle,
- constatation suite à une expertise réalisée dans le cadre du renouvellement d'un permis d'exploiter.

Dettes à plus d'un an et dettes à un an au plus (rubriques VIII et IX)

Les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les dettes de location-financement sont évaluées pour la partie des versements à échoir, qui représente la reconstitution du capital de la valeur du bien auquel le contrat se rapporte.

Compte de régularisation (rubrique X)

Les revenus perçus pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évalués en suivant la règle proportionnelle.

Les charges qui seront payées au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont afférentes à l'exercice en cours, sont évaluées au montant afférent à cet exercice.

Droits et engagements hors bilan (Annexe XVII)

Les droits et engagements hors bilan sont mentionnés à l'annexe, par catégorie, pour la valeur nominale figurant au contrat ou à la convention ou à défaut pour leur valeur estimée.

RENSEIGNEMENTS DIVERS**Description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie**

La SRWT assume les charges afférentes aux engagements sociaux nés des différents régimes d'allocations extralégales qui étaient d'application dans les sociétés d'origine du groupe TEC. Ces allocations recouvrent les domaines suivants :

- Les compléments de pensions de survie et de retraite (pour les agents admis à la pension avant 1993) et les allocations d'invalidité des allocataires sociaux issus de l'ex-S.N.C.V. Il s'agit des avantages octroyés par les anciennes caisses sociales, à savoir :
 - la Caisse d'Assurance Mixte (C.A.M.);
 - la Caisse de Répartition d'Allocations complémentaires à la pension légale (C.R.A.);
 - la Caisse de Répartition d'allocations aux agents Invalides (C.R.I.);
- Les compléments de pensions de survie et de retraite des allocataires sociaux des anciennes sociétés de transport urbain (STIL, STIC, STIV) admis à la pension avant 1993. Elle assume également les charges liées aux allocations versées aux travailleurs ayant atteint 55 ans d'âge et tombant dans le champ d'application des conventions

collectives de travail organisant un régime d'allocations complémentaires au chômage en faveur de certains travailleurs licenciés.

En outre, la SRWT assume les charges afférentes à l'assurance-groupe souscrite en 1993 en faveur de l'ensemble du personnel actif du groupe TEC. Cette assurance-groupe, instaurée dans le but de mettre le régime de pensions complémentaires en conformité avec les dispositions légales, a été profondément modifiée avec effet au 1er janvier 1997. La formule du type « but à atteindre », traduction des anciens règlements de pension, a été transformée en formule « contribution définie », dont le principe est de générer à l'âge de la retraite un capital résultant de cotisations, personnelles et patronales, directement proportionnelles à la rémunération. La formule « but à atteindre » est cependant restée d'application pour les agents entrés en service avant 1997 lorsque celle-ci leur est plus avantageuse. L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les pensions complémentaires, dite « loi VANDENBROUCKE », a entraîné une réévaluation substantielle des réserves à constituer pour garantir les engagements correspondants pour la partie « but à atteindre » résiduelle. Toutefois, la CBFA a accordé à la SRWT une dispense de réévaluer ces réserves, à la condition que le véhicule financier des pensions complémentaires « but à atteindre » soit à l'avenir une

institution de retraite professionnelle, qui reprendrait à sa charge les anciens régimes garantis à titre de droits acquis. Cette institution appelée « TEC-Pension », créée en septembre 2008, a été agréée par la CBFA.

Annuités dues par les actionnaires publics et emprunts obligataires publics

Les actionnaires publics de la S.N.C.V. avaient, lors de la souscription des capitaux, le choix entre la libération directe en espèces ou la libération directe au travers du versement pendant 90 ans d'une annuité constante comprenant le principal et l'intérêt.

Cette créance sur les actionnaires est comptabilisée à l'actif (29). En contrepartie de ce mode de libération des capitaux et afin de dégager immédiatement les moyens financiers nécessaires à la construction des lignes, la S.N.C.V. a émis des emprunts obligataires publics dont le service a le même profil que les annuités dues par les actionnaires.

Ces emprunts sont comptabilisés au passif, tant pour le capital (171) que pour les intérêts (179) et constituent le pendant des annuités des actionnaires comptabilisées à l'actif (29).

Du fait que, tant au passif qu'à l'actif, on ait comptabilisé les intérêts, ces mouvements financiers n'ont aucun impact sur le résultat. Il faut noter que l'émission des emprunts publics n'a pas toujours coïncidé avec le début du paiement des annuités, ce qui a généré un décalage entre les montants comptabilisés à l'actif et au passif.

Organisation des investissements du groupe TEC

Le Contrat de gestion 2006-2010 conclu entre la Région wallonne et le groupe TEC subdivise les investissements en quatre grandes catégories :

- les Investissements d'Infrastructure ;
- les Investissements d'Exploitation ;
- la finalisation du métro léger de Charleroi ;
- les Investissements Spécifiques.

a) Investissements d'Infrastructure.

Les investissements d'infrastructure sont constitués des investissements réalisés sur le domaine public et prioritairement affectés par la Région au transport en commun.

Ces investissements concernent essentiellement les ouvrages de génie civil, les infrastructures ferroviaires et routières, les sites propres, les gares de correspondance ainsi que tous leurs équipements annexes.

Ces investissements sont réalisés par la SRWT et financés grâce à un subside en capital de la Région wallonne en faveur de la SRWT, sauf en ce qui concerne la finalisation du métro léger de Charleroi (fermeture de la boucle, prolongation de l'antenne de Gilly et de l'antenne de Gosselies) qui est financée par emprunt par la SRWT.

b) Investissements d'exploitation.

Par investissements d'exploitation, il faut entendre le matériel roulant, les systèmes de perception, de transmission, de régulation du trafic et de sécurité (hors métro), les bâtiments (bâtiments administratifs, ateliers et dépôts), les équipements, les outils de gestion et d'exploitation et, en général, tout moyen nécessaire à la réalisation des missions des TEC.

L'essentiel de ces investissements est financé par emprunt ou via des financements alternatifs.

Le solde des investissements d'exploitation est financé par les TEC avec leur trésorerie propre ou fait l'objet d'un subside en capital de la Région wallonne.

Ces investissements sont pour la plupart réalisés et, en cas de financement par emprunt ou alternatif, financés par la SRWT en vertu d'un contrat de commission conclu avec les cinq TEC.

c) Finalisation du métro léger de Charleroi.

Cet investissement est réalisé et financé par emprunt par la SRWT, suivant le même mécanisme que les investissements d'exploitation.

d) Investissements spécifiques.

Il s'agit d'investissements moins importants (mobilier, matériel de bureau et informatique, machines, outillage, véhicules de service ...) qui n'ont pu rentrer dans les deux autres catégories et qui sont financés par chaque société sur leur trésorerie propre.

Litiges relatifs à des biens cédés par la Région wallonne à la SRWT

En 1993, la Région a apporté au capital de la Société des biens dont elle avait hérité de l'Etat en vertu de l'article 57 paragraphe 2 de la loi de financement. Un certain nombre de litiges liés à ces biens ont dû également être repris par la SRWT. Il subsiste cependant quelques litiges pour lesquels il n'a pas encore été statué définitivement sur le fait de savoir s'ils incombaient à la Région wallonne ou à la SRWT. Actuellement, ces dossiers sont gérés par la Région.

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES

SUR LES COMPTES SOCIAUX

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confiée par le Gouvernement wallon auprès de la Société Régionale Wallonne du Transport. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 427.048.782 € et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 587.643 €.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenus de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives

faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2008 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion. Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'Assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Nous tenons enfin à remercier le Directeur financier ainsi que le responsable de la comptabilité pour l'aide efficace qu'ils nous ont apportée tout au long de nos travaux de contrôle.

Le 14 mai 2009

Le Collège des Commissaires

S.C. BCG & Associés
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
P. CAMMARATA

S.c.P.R.L. LAFONTAINE, DETILLEUX & Cie
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
L. LAFONTAINE

S.C.R.L. TCLM-Réviseurs d'entreprises
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
T. LEJUSTE



COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Rapport annuel financier 2008, 18^{ème} exercice social présenté par le Conseil d'administration et par les Commissaires aux Comptes

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

L'augmentation continue du chiffre d'affaires consolidé depuis 2003, s'est encore confirmée en 2008 avec une hausse de 5,79 %.
Cette évolution s'accompagne d'une fidélisation de la clientèle, puisque c'est l'augmentation des recettes abonnements qui en est la cause principale avec une hausse de 11,46 %.
La fréquentation a ainsi atteint le niveau historique de 242 millions de voyageurs, soit une progression de 7,55 %.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

A. Généralités

L'exercice se clôture avec un bénéfice consolidé de 1.018.034,85 euros.

En voici le détail :

Résultat courant avant impôts :	+ 8.632.481,26 euros
Résultat exceptionnel :	- 9.458.970,80 euros
Impôts :	- 297.213,11 euros

Bénéfice de l'exercice des sociétés consolidées par intégration globale :	- 1.123.702,65 euros
---	----------------------

Quote-part des entreprises mises en équivalence :	+ 2.141.737,50 euros
---	----------------------

Bénéfice consolidé :	+ 1.018.034,85 euros
----------------------	----------------------

Ce dernier se répartit comme suit :

Part des tiers :	- 532.684,54 euros
Part du groupe :	+ 1.550.719,39 euros

La quote-part des entreprises mises en équivalence correspond à 26,25 % (part de la SRWT dans le capital d'Eurobus Holding) de 8.159.000,00 euros qui représentent le bénéfice consolidé du Holding au 31 décembre 2008. Il convient de noter qu'Eurobus Holding ayant accéléré ses procédures de consolidation, les comptes utilisés sont pour la première fois ceux de l'exercice, alors que les années précédentes seuls les comptes de l'exercice précédent étaient disponibles. Cela explique en partie l'importante évolution des réserves consolidées.

Voici la contribution de chacune des sociétés consolidées dans le résultat :

TEC Hainaut	+ 1.284.943,82
TEC Namur-Luxembourg	+ 817.866,18
TEC Liège-Verviers	- 2.796.586,10
TEC Brabant Wallon	+ 454.265,35
TEC Charleroi	- 1.443.296,17
EBH	+ 2.141.737,50
SRWT	+ 559.104,27
	+ 1.018.034,85

B. Situation bilantaire

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008	Variations
ACTIF (= emploi de fonds)			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	233 937,89	377 501,51	143 563,62
Immobilisations corporelles	284 092 071,23	331 234 695,68	47 142 624,45
Immobilisations financières	13 074 741,64	19 660 936,85	6 586 195,21

Actifs circulants			
Créances à plus d'un an	8 968 698,60	8 384 510,43	-584 188,17
Stocks et commandes en cours	18 423 400,26	19 758 565,10	1 335 164,84
Créances à un an au plus	74 618 133,65	88 167 486,12	13 549 352,47
Placements de trésorerie	39 719 104,49	84 638 811,06	44 919 706,57
Valeurs disponibles	25 732 384,57	23 589 397,27	-2 142 987,30
Comptes de régularisation	10 627 977,41	9 444 355,49	-1 183 621,92

PASSIF (= origine des fonds)			
Capitaux propres	207 360 881,99	218 012 704,11	10 651 822,12
Intérêts de tiers	17 429 566,97	16 926 958,49	-502 608,48
Provisions pour risques et charges	30 061 886,07	31 172 404,23	1 110 518,16
Dettes à plus d'un an	59 710 866,55	136 922 964,54	77 212 097,99
Dettes à un an au plus	122 754 060,14	131 652 950,98	8 898 890,84
Comptes de régularisation	38 173 188,02	50 568 277,16	12 395 089,14



EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU BILAN

Actif

Immobilisations incorporelles

Ce poste reprend les logiciels informatiques qui s'amortissent en trois ans. Son augmentation est due aux acquisitions de 2008 partiellement compensées par les amortissements effectués sur les investissements récents (système d'aide à l'exploitation, portail Internet et équipements embarqués).

Immobilisations corporelles

Les acquisitions réalisées dans le domaine des investissements d'infrastructure (aménagement d'arrêts, de gares de correspondance, de sites propres, rénovations du métro léger de Charleroi), des investissements d'exploitation (achat de matériel roulant, systèmes de caméras embarquées, extension du métro de Charleroi, construction du dépôt de Nivelles...) et de l'extension du métro léger de Charleroi pour une valeur plus importante que les amortissements, les cessions et les désaffectations, sont à l'origine de la hausse de ce poste.

Immobilisations financières

L'évolution de ce poste s'explique par une augmentation de la valeur des participations dans Eurobus Holding suite aux bons résultats 2007 et 2008.

Créances à plus d'un an

L'évolution de ce poste, en grande partie composé du poste équivalent de la SRWT, est due à l'extinction progressive des créances de la SRWT sur ses actionnaires publics dans le cadre de la dette qu'ils ont contractée pour la libération du capital auquel ils ont souscrit.

Stocks et commandes en cours

L'augmentation de ce poste est due principalement à l'augmentation de la valeur des stocks de pièces de rechange (autobus et trams) et du gasoil.

Créances à un an au plus

Le mécanisme de la consolidation a pour effet d'éliminer les créances entre sociétés du groupe, générées par les nombreuses relations existant entre elles. L'évolution de ce poste s'explique principalement par une augmentation des subsides restant à recevoir de la Région wallonne, des créances liées à la facturation d'autobus neufs dans le cadre d'opérations de « sale and lease back » et des créances commerciales.

Placements de trésorerie

Ce poste est constitué par les fonds disponibles sur les emprunts d'investissements conclus par la SRWT, son augmentation est due aux retards de livraison des autobus et de démarrage des chantiers du métro léger de Charleroi.

Valeurs disponibles

Il s'agit essentiellement de la trésorerie disponible dans le système de centralisation des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons.

Comptes de régularisation

Ce poste diminue progressivement principalement par la prise en charge, chaque année, des loyers d'autobus payés anticipativement en 1994.

Passif

Capitaux propres

L'augmentation des capitaux propres est due à celle des réserves consolidées (+5.987,8 milliers d'euros) et des subsides en capital (+4.664,0 milliers d'euros). L'importante hausse de réserve consolidée s'explique en partie par l'effet de rattrapage dû au fait que la mise en équivalence d'EBH a été réalisée sur base de ses comptes consolidés 2008 alors qu'en 2007 elle avait été faite sur base de ses comptes consolidés 2006 seuls disponibles.

Intérêts de tiers

Ce poste est constitué de la part des fonds propres (hors subsides en capital) revenant aux actionnaires hors groupe. Son évolution correspond à la part des tiers dans le résultat de l'exercice (- 503,00 milliers d'euros).

Provisions pour risques et charges

L'évolution de ce poste s'explique par la variation des provisions constituées pour couvrir des risques divers tels que le risque de « propre assureur » (+369,5 milliers d'euros à la SRWT, -31,4 milliers d'euros au TEC Hainaut et -25,7 milliers d'euros au TEC Liège), des provisions pour litiges sociaux et fiscaux dans les sociétés TEC (+59,1 milliers d'euros), des provisions pour les autres risques et charges destinées essentiellement à couvrir des mesures de dépollution (-195,9 milliers d'euros au TEC Hainaut, +661,8 milliers d'euros au TEC Namur-Luxembourg, +240,7 milliers d'euros au TEC Charleroi), et des provisions pour les autres risques et charges gérés par la SRWT (+32,4 milliers d'euros). En ce qui concerne les provisions pour dépollution, celles-ci sont constituées lorsqu'une pollution est découverte, soit suite à un incident ou à un contrôle,

soit lors d'expertises nécessaires au renouvellement d'un permis d'exploiter.

Dettes à plus d'un an et un an au plus

Les dettes à plus d'un an sont constituées des emprunts de la S.N.C.V. attribués à la SRWT lors de la régionalisation et des emprunts conclus par le Groupe TEC pour assurer le financement et le refinancement des investissements d'exploitation ainsi que l'extension du métro léger de Charleroi.

L'importante augmentation de ce poste est due au nombre important d'autobus commandés pour pourvoir à leur renouvellement mais aussi pour faire face à la croissance continue du nombre de voyageurs, ainsi qu'au démarrage des chantiers de l'extension du métro léger de Charleroi.

L'évolution des dettes à un an au plus est due principalement à l'augmentation des dettes fiscales, salariales et sociales, partiellement compensée par la diminution des dettes commerciales et des autres dettes.

Comptes de régularisation

L'évolution à la hausse de ce poste est essentiellement due aux plus-values réalisées sur des opérations de « sale and lease back » qui sont réparties sur toute la durée de vie des autobus concernés, ainsi qu'à l'augmentation de la dette et donc des intérêts courus et non échus.



C. Résultats

Rubriques	31/12/2007	31/12/2008	Variations
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
1. Ventes et prestations			
Chiffre d'affaires	98 849 753,66	104 576 680,16	5 726 926,50
Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution	-21 029,83	177 752,43	198 782,26
Production immobilisée	124 045,00	93 206,53	-30 838,47
Autres produits d'exploitation	360 261 124,37	385 347 798,06	25 086 673,69
TOTAL	459 213 893,20	490 195 437,18	30 981 543,98

2. Coût des ventes et prestations			
Approvisionnements et marchandises	43 334 929,15	46 294 860,03	2 959 930,88
Services et biens divers	141 836 731,82	154 258 231,86	12 421 500,04
Rémunérations, charges sociales et pensions	244 140 463,30	257 474 517,39	13 334 054,09
Amortissements et réductions de valeur	29 062 386,64	31 085 901,90	2 023 515,26
Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours et créances commerciales	200 154,34	104 527,09	-95 627,25
Provisions	1 820 552,16	1 135 951,08	-684 601,08
Autres charges d'exploitation	643 803,87	299 244,01	-344 559,86
TOTAL	461 039 021,28	490 653 233,36	29 614 212,08

3. Résultats d'exploitation	-1 825 128,08	-457 796,18	1 367 331,90
------------------------------------	----------------------	--------------------	---------------------

RÉSULTATS FINANCIERS			
Produits financiers	12 405 767,79	13 723 497,13	1 317 729,34
Charges financières	2 335 810,88	4 633 219,69	2 297 408,81

4. Résultat courant avant impôts	8 244 828,83	8 632 481,26	387 652,43
---	---------------------	---------------------	-------------------

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels	625 722,00	638 829,19	13 107,19
Charges exceptionnelles	554 214,62	10 097 799,99	9 543 585,37
5. Résultat de l'exercice avant impôts	8 316 336,21	-826 489,54	-9 142 825,75
Impôts sur le résultat	317 989,77	297 213,11	-20 776,66
6. Résultat de l'exercice	7 998 346,44	-1 123 702,65	-9 122 049,09
Quote-part des entreprises mises en équivalence	1 545 011,73	2 141 737,50	596 725,77
7. Bénéfice consolidé	9 543 358,17	1 018 034,85	-8 525 323,32
Part des tiers dans le résultat	2 210 956,17	-532 684,54	-2 743 640,71
Part du groupe dans le résultat	7 332 402,00	1 550 719,39	-5 781 682,61

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 104.577 milliers d'euros et présente une augmentation de 5.727 milliers d'euros répartis de la manière suivante :

TEC Hainaut	+1.332
TEC Namur-Luxembourg	+1.093
TEC Liège-Verviers	+2.211
TEC Brabant Wallon	+706
TEC Charleroi	+385

Ces chiffres illustrent la hausse des recettes de trafic due principalement à l'augmentation de la fréquentation, ainsi qu'à la hausse des tarifs moyenne de 1,26% portant sur les cartes et les abonnements mensuels intervenue au 1^{er} février.

Autres produits d'exploitation

Ce poste reprend dans sa majorité les subventions d'exploitation et les subventions d'investissements d'exploitation versées par la Région wallonne au groupe TEC. En 2008, les subventions d'exploitation ont été majorées conformément au Contrat de gestion, à savoir indexées pour la SRWT et indexées plus 1% pour les TEC. La Région wallonne nous a également attribué de nouvelles subventions relatives à la mobilité interrégionale des demandeurs d'emploi et travailleurs, au montage de filtres à particules sur 133 autobus, à l'édition de 3 newsletters sur le thème de la mobilité et de l'énergie, au projet Noctambus...

Approvisionnements et marchandises

Ce poste est constitué du gasoil routier, des matières et pièces de rechange nécessaires à l'activité des TEC. L'évolution de ce poste s'explique principalement par la hausse du prix des pièces de rechange, par l'augmentation des kilomètres parcourus ainsi que par le prix élevé des produits pétroliers en 2008.

Services et biens divers

L'évolution de ce poste est principalement due à la hausse du coût des prestations des transporteurs privés auxquels une partie de notre activité est sous-traitée, ainsi qu'à l'augmentation des charges sur les investissements d'infrastructure, des frais liés à la promotion commerciale et des frais d'entretien et de réparation du matériel roulant (filtres à particules montés sur les anciens bus).

Rémunérations, charges sociales et pensions

Ce poste a été normalement influencé par son évolution naturelle (ancienneté, nouveaux bénéficiaires, décès...) ainsi qu'aux trois indexations salariales intervenues en 2008.

Amortissements et réductions de valeur

L'évolution de ce poste est liée à celle des différents postes des immobilisations (voir actif du bilan).

Produits financiers

L'évolution de ce poste est due à l'augmentation des fonds disponibles sur les emprunts d'investissement suite au retard pris pour débiter le chantier du métro de Charleroi ainsi qu'au retard dans la livraison de certains autobus et à l'augmentation de l'utilisation des subsides en capital au même rythme que l'amortissement des biens qu'ils ont servi à financer.

Charges financières

L'augmentation relative de ce poste est due principalement aux charges de dettes liées aux nouveaux emprunts que la SRWT a contractés au cours de l'exercice 2008 pour financer l'achat de bus, la construction du dépôt de Nivelles et les travaux du métro léger de Charleroi.

Produits exceptionnels

En plus des produits exceptionnels de la SRWT, ce poste reprend des plus-values sur la vente de terrains ainsi que des produits relatifs à des exercices antérieurs.

Charges exceptionnelles

Ces charges se composent pour une majorité, de la dotation exceptionnelle de 10.000 milliers d'euros à Tec-Pension (Institution de Retraite Professionnelle) ainsi que des frais relatifs au solde des travaux inhérents au prototype du bus hybride incendié en 2006 dans les ateliers du TEC Liège-Verviers.

Bénéfice consolidé

Le bénéfice consolidé de 1.018 milliers d'euros se ventile comme suit :

- perte de 533 milliers d'euros attribuée aux intérêts minoritaires ;
- bénéfice de 1.551 milliers d'euros attribué à la maison mère.

D. Chiffres clés et ratios

Rubriques	2006	2007	2008
Actif net corrigé (en milliers d'euros)	192 436	207 361	218 013
Fonds de roulement net (en milliers d'euros)	-12 510	17 163	51 762
Besoins en fonds de roulement (en milliers d'euros)	-23 189	-37 643	-49 714
Trésorerie nette (en milliers d'euros)	10 679	54 806	101 476
Cash-flow avant distribution (en milliers d'euros)	-129 690	-131 447	-143 466
Taux de valeur ajoutée (en %)	-69,66	-56,15	-91,28
Valeur ajoutée par personne occupée (en euros)	-15 690	-13 100	-20 039
Ratio de liquidité au sens large	0,86	1,05	1,24
Ratio de liquidité au sens strict	0,90	1,14	1,49
Ratio de solvabilité (en %)	44,75	43,61	37,25

E. Risques et incertitudes

Suite à l'entrée en vigueur de la loi sur les pensions complémentaires, dite «loi VANDENBROUCKE», une réécriture du règlement d'assurance s'est avérée indispensable et a été entreprise avec ETHIAS, gestionnaire de l'assurance-groupe du groupe TEC. A l'occasion de ces travaux, ETHIAS a réévalué de manière significative à la hausse les réserves à constituer en vue de garantir les engagements du groupe en matière de pension complémentaire. Dans ce contexte, sur base des conclusions d'un bureau spécialisé externe mandaté par la SRWT, des contacts ont été pris avec la CBFA et ont débouché sur une dispense partielle de constituer des réserves. Cette dispense couvre la totalité du sous-financement et est conditionnée par la contrainte, d'ordre juridique, de transférer le véhicule financier des pensions complémentaires, en ce qui concerne les engagements découlant des anciens régimes de pensions, de l'assurance-groupe vers une institution de retraite professionnelle. Cette institution appelée « TEC-Pension », constituée en septembre 2008, a été agréée par la CBFA.

De plus, de manière à renforcer la structure financière de TEC-Pension, le groupe TEC a décidé de la doter, à titre exceptionnel, en 2008, d'une somme de 10 millions d'euros répartie entre les différentes sociétés du groupe. Rappelons que les charges liées aux pensions complémentaires relèvent des «engagements sociaux» au sens de l'article II.1.1.12 du Contrat de gestion et sont couvertes par une subvention spécifique visée à l'article II.2.2.1.2 dudit contrat.

Suite aux retards dans l'exécution du marché relatif à la fourniture du système d'aide à l'exploitation (SAE) pour le TEC Charleroi et aux difficultés techniques éprouvées par le fournisseur pour fournir de manière stabilisée un niveau de performance conforme aux exigences du cahier des charges, la SRWT a assigné le fournisseur en résiliation du marché du SAE avec demande de dommages et intérêts. Un jugement a procédé à la désignation d'un expert judiciaire. L'expertise a débuté fin 2008 et est actuellement en cours.

DIVERS

Le Conseil d'administration signale qu'il n'y a pas eu, depuis la date de clôture, d'événements, autres que ceux présentés au point II, qui seraient susceptibles de modifier de manière importante les résultats ainsi que la situation financière du groupe telle que reprise dans les comptes consolidés.

De même, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement du groupe.

En matière de recherche et de développement, la SRWT a, en 2008, participé aux projets suivants :

- Bus européen du futur : ce projet est entré dans une nouvelle phase, visant à construire quelques prototypes de ce bus de l'avenir. Cette phase est subventionnée par la Communauté Européenne, et a vu ses travaux commencer en septembre 2008. Les constructeurs y sont maintenant associés, ainsi qu'une quarantaine de réseaux européens dont la SRWT.
- Essais de consommation : extensions des cycles d'essai de consommation standardisés adaptés aux divers types d'autobus dans le cadre d'un projet UITP piloté par la SRWT. En 2009, l'extension de la procédure d'essais sur route aux bus articulés se généralise. L'application aux véhicules au gaz est à l'étude, tandis que les véhicules hybrides seront étudiés en 2009-2010.

- Observatoire des nouvelles technologies de propulsion : la SRWT s'est associée au projet, piloté par la RATP sous l'égide de l'UITP. La confection des fiches est en cours. Un travail de conviction des différents acteurs sur l'intérêt du travail a été engagé et les informations pertinentes commencent à affluer.
- Enquête de satisfaction auprès des voyageurs : en 2008, une grande enquête a été lancée sur le degré de satisfaction des voyageurs sur le « produit bus ». Des conclusions intéressantes ont pu être tirées et seront utilisées, à l'avenir, dans la confection des cahiers des charges.

Aucune société du groupe TEC ne dispose de succursales.

Une couverture de la consommation de gasoil routier du groupe TEC, mise en place par la SRWT en 2006 pour la durée du présent Contrat de gestion (2006-2010), s'est poursuivie en 2008 sous la forme suivante :

- 1/3 du volume via un SWAP : prix fixe ;
- 1/3 du volume via un COLLAR : prix fluctuant à l'intérieur d'une fourchette ;
- 1/3 du volume non couvert : prix fluctuant suivant le marché.



BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE TEC AU 31 DÉCEMBRE 2008

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
ACTIF		
Actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	377 501,51	233 937,89
Immobilisations corporelles	331 234 695,68	284 092 071,23
Terrains et constructions	52 045 817,43	52 131 331,17
Installations, machines et outillage	30 181 775,37	31 220 711,04
Mobilier et matériel roulant	117 105 240,83	90 206 128,51
Location-financement et droits similaires		
Autres immobilisations corporelles	78 328 814,81	77 420 684,23
Immobilisations en cours et acomptes versés	53 573 047,24	33 113 216,28
Immobilisations financières	19 660 936,85	13 074 741,64
Entreprises mises en équivalence		
Participations	19 061 962,50	12 483 162,57
Autres entreprises		
Autres actions et parts	575 754,67	577 056,67
Créances et cautionnements en numéraire	23 219,68	14 522,40

Actifs circulants		
Créances à plus d'un an	8 384 510,43	8 968 698,60
Autres créances	8 384 510,43	8 968 698,60
Stocks et commandes en cours d'exécution	19 758 565,10	18 423 400,26
Stocks	19 122 140,99	17 913 588,31
Approvisionnements	19 058 349,15	17 900 936,74
En-cours de fabrication	63 791,84	12 651,57
Acomptes versés		
Commandes en cours	636 424,11	509 811,95
Créances à un an au plus	88 167 486,12	74 618 133,65
Créances commerciales	28 800 412,06	23 655 556,88
Autres créances	59 367 074,06	50 962 576,77
Placements de trésorerie	84 638 811,06	39 719 104,49
Autres placements	84 638 811,06	39 719 104,49
Valeurs disponibles	23 589 397,27	25 732 384,57
Comptes de régularisation	9 444 355,49	10 627 977,41

TOTAL DE L'ACTIF	585 256 259,51	475 490 449,74
-------------------------	-----------------------	-----------------------

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
PASSIF		
Capitaux propres		
Capital	13 955 000,00	13 955 000,00
Capital souscrit	13 955 000,00	13 955 000,00
Réserves consolidées	27 351 712,62	21 363 930,80
Subsides en capital	176 705 991,49	172 041 951,19

Intérêts de tiers		
Intérêts de tiers	16 926 958,49	17 429 566,97
Intérêts de tiers	17 459 643,03	15 218 610,80
Parts des tiers dans le résultat consolidé de l'exercice	- 532 684,54	2 210 956,17

Provisions et impôts différés		
Provisions pour risques et charges	31 172 404,23	30 061 886,07
Autres risques et charges	31 172 404,23	30 061 886,07

Dettes		
Dettes à plus d'un an	136 922 964,54	59 710 866,55
Dettes financières	136 111 326,67	58 772 844,66
Emprunts obligataires non subordonnés	3 881 151,84	4 178 906,73
Dettes de location-financement et assimilées	129 816,57	129 816,57
Etablissements de crédit	131 475 358,26	53 214 121,36
Autres emprunts	625 000,00	1 250 000,00
Autres dettes et cautionnements reçus en numéraire	811 637,87	938 021,89
Dettes à un an au plus	131 652 950,98	122 754 060,14
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	6 367 996,45	7 051 322,32
Dettes financières	384 644,16	3 594 691,35
Etablissements de crédit	384 644,16	3 594 691,35
Dettes commerciales	41 562 495,19	45 966 488,64
Fournisseurs	41 509 065,65	45 953 311,41
Effets à payer	53 429,54	13 177,23
Acomptes reçus sur commandes	2 127 365,51	1 276 884,16
Dettes fiscales, salariales et sociales	68 821 087,70	49 437 607,49
Impôts	6 182 291,36	4 943 580,84
Rémunérations et charges sociales	62 638 796,34	44 494 026,65
Autres dettes	12 389 361,97	15 427 066,18
Comptes de régularisation	50 568 277,16	38 173 188,02

TOTAL DU PASSIF	585 256 259,51	475 490 449,74
------------------------	-----------------------	-----------------------

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ DU GROUPE TEC AU 31 DÉCEMBRE 2008

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
CHARGES		
Coût des ventes et des prestations	490 653 233,36	461 039 021,28
Approvisionnements et marchandises	46 294 860,03	43 334 929,15
Achats	47 593 401,64	44 201 996,11
Variations des stocks	-1 298 541,61	-867 066,96
Services et biens divers	154 258 231,86	141 836 731,82
Rémunérations, charges sociales et pensions	257 474 517,39	244 140 463,30
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles	31 085 901,90	29 062 386,64
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	104 527,09	200 154,34
Provisions pour risques et charges	1 135 951,08	1 820 552,16
Autres charges d'exploitation	299 244,01	643 803,87

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		
Charges financières	4 633 219,69	2 335 810,88
Charges des dettes	4 493 854,26	2 195 308,18
Réductions de valeur sur placements de trésorerie		
Autres charges financières	139 365,43	140 502,70

BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS	8 632 481,26	8 244 828,83
Charges exceptionnelles	10 097 799,99	554 214,62
Réductions de valeur sur immobilisations financières		
Provisions pour risques et charges exceptionnels		
Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés		168 284,42
Autres charges exceptionnelles	10 097 799,99	385 930,20

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		
Impôts	297 213,11	317 989,77

BÉNÉFICE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES		7 998 346,44
---	--	---------------------

BÉNÉFICE DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	2 141 737,50	1 545 011,73
--	---------------------	---------------------

BÉNÉFICE CONSOLIDÉ	1 018 034,85	9 543 358,17
---------------------------	---------------------	---------------------

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
PRODUITS		
Ventes et prestations	490 195 437,18	459 213 893,20
Chiffre d'affaires	104 576 680,16	98 849 753,66
Variations des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution	177 752,43	-21 029,83
Production immobilisée	93 206,53	124 045,00
Autres produits d'exploitation	385 347 798,06	360 261 124,37

PERTE D'EXPLOITATION	-457 796,18	-1 825 128,08
Produits financiers	13 723 497,13	12 405 767,79
Produits des immobilisations financières	947 771,27	947 771,27
Produits des actifs circulants	2 893 183,18	998 287,60
Autres produits financiers	9 882 542,68	10 459 708,92

PERTE COURANTE AVANT IMPÔTS		
Produits exceptionnels	638 829,19	625 722,00
Reprises et réductions de valeur sur immobilisations financières		
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	3 000,00	574 692,00
Autres produits exceptionnels	635 829,19	51 030,00

PERTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES	- 1 123 702,65	
--	-----------------------	--

PERTE CONSOLIDÉE		
-------------------------	--	--

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
Bénéfice consolidé	1 018 034,85	9 543 358,17
Part des tiers dans le résultat	-532 684,54	2 210 956,17
Part du groupe dans le résultat	1 550 719,39	7 332 402,00

ANNEXE

I. Critères de mise en oeuvre de la méthode de consolidation par intégration globale

La SRWT détient dans ses filiales :

- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Brabant Wallon
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Charleroi
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Hainaut
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Liège-Verviers
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Namur-Luxembourg

De ce fait, elle contrôle directement ces 5 sociétés.

La méthode de consolidation retenue est donc l'intégration globale.

II. Filiales comprises dans le périmètre de consolidation par intégration globale

Dénomination, adresse complète du siège et pour les entreprises de droit belge, mention du numéro de TVA	Droits sociaux détenus directement				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nombre	%	dont parts sans droit de vote	dont parts avec droit de vote	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	(+ ou (-) en unités monétaires	
							Capitaux propres	Résultat net
BE 244.308.059 TEC Brabant Wallon Place Henri Berger, 6 1300 Wavre	8 976	67,33	4 443	4 533	31/12/08	EUR	9 473 642	454 265
BE 401.567.330 TEC Charleroi Place des Tramways, 9 bte 1 6000 Charleroi	27 546	67,50	13 596	13 950	31/12/08	EUR	21 565 319	-1 443 296
BE 244.311.524 TEC Hainaut Place Léopold, 9a 7000 Mons	31 274	67,30	15 482	15 792	31/12/08	EUR	9 895 509	1 284 944
BE 242.319.658 TEC Liège-Verviers Rue du Bassin, 119 4030 Liège	17 755	67,86	8 722	9 033	31/12/08	EUR	20 232 685	-2 796 586
BE 244.309.049 TEC Namur-Luxembourg Avenue de Stassart, 12 5000 Namur	7 605	67,40	3 759	3 846	31/12/08	EUR	4 826 580	817 866

III. Critères de mise en oeuvre de la méthode de mise en équivalence

La SRWT détient 26,25% de participations dans le capital de la société EUROBUS HOLDING. La méthode de consolidation retenue est donc la mise en équivalence. Les comptes qui ont été utilisés pour cette mise en équivalence sont pour la première fois ceux de l'exercice. Lors des consolidations précédentes, les comptes de l'exercice clôturé n'étant pas disponibles, ce sont les comptes de l'exercice précédent qui étaient utilisés. Ce changement génère donc un effet de rattrapage.

IV. Société reprise dans le périmètre de consolidation par la méthode de la mise en équivalence

Dénomination, adresse complète du siège et pour les entreprises de droit belge, mention du numéro de TVA	Droits sociaux détenus		Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nombre	%	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	(+ ou (-) en unités monétaires	
					Capitaux propres	Résultat net
BE 459.734.171 EUROBUS HOLDING 2 ^{ème} Avenue, 31 4040 Herstal	26 300	26,25	31/12/08	EUR	72 908 000	8 159 000

Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation des comptes consolidés sont identiques à celles définies dans les commentaires des comptes 2008 de la SRWT. Ces règles d'évaluation sont communes aux 6 sociétés consolidées par intégration globale.

Rubriques	Concessions brevets, licences, etc.
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	12 305 646,12
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions, y compris la production immobilisée	501 732,32
Cessions et désaffectations (-)	-71 190,64
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	12 736 187,80

Amortissements et réductions de valeur	
Au terme de l'exercice précédent	12 071 708,23
Mutations de l'exercice	
Actés	358 168,70
Repris car excédentaires	
Acquis de tiers	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	-71 190,64
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	12 358 686,29

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	377 501,51
---	------------

Rubriques	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	73 476 959,68	96 746 712,78	220 389 818,01	110 340 809,41	33 113 216,28
Mutations de l'exercice :					
Acquisitions, y compris la production immobilisée	3 301 181,59	2 868 851,32	53 773 450,49	1 135 607,87	27 133 563,45
Cessions et désaffectations (-)	-411 487,56	-303 238,17	-17 461 853,28	-172 080,57	
Transferts d'une rubrique à une autre (-) (+)	563 384,53	1 608 125,75	71 064,84	4 362 163,40	-6 673 732,49
Au terme de l'exercice	76 930 038,24	100 920 451,68	256 772 480,06	115 666 500,11	53 573 047,24

Plus-values					
Au terme de l'exercice précédent	36 357 613,52	6 607 407,43			
Mutations de l'exercice :					
Actées					
Acquises de tiers					
Annulées (-)					
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	36 357 613,52	6 607 407,43			

Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	57 703 242,03	72 133 409,17	130 183 689,50	32 920 125,18	
Mutations de l'exercice :					
Actés	3 792 739,89	5 425 465,60	16 911 304,31	4 598 223,40	
Repris car excédentaires (-)					
Acquis de tiers			1 436 642,62		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)	-254 147,59	-257 532,06	-8 859 584,30	-140 735,15	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)		44 741,03	-4 812,90	-39 928,13	
Au terme de l'exercice	61 241 834,33	77 346 083,74	139 667 239,23	37 337 685,30	

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	52 045 817,43	30 181 775,37	117 105 240,83	78 328 814,81	53 573 047,24
--	---------------	---------------	----------------	---------------	---------------

Rubriques	Entreprises mises en équivalence	Autres entreprises
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Participations, actions et parts		
Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	6 519 599,70	604 046,80
Acquisitions		
Cessions et retraits		-1 302,00
Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	6 519 599,70	602 744,80

Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent		25 488,21
Actées		
Au terme de l'exercice		25 488,21

Montants non appelés		
Au terme de l'exercice précédent		1 501,92
Mutations de l'exercice		
Au terme de l'exercice		1 501,92

Variations des capitaux propres au terme de l'exercice		
Au terme de l'exercice précédent	5 963 562,87	
Autres types de variations des capitaux propres	6 578 799,93	
Au terme de l'exercice	12 542 362,80	

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	19 061 962,50	575 754,67
---	---------------	------------

Créances		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		14 522,40
Mutations de l'exercice :		
Additions		10 622,28
Remboursements (-)		-1 925,00
Cessions et retraits		

Valeur comptable nette au terme de l'exercice		23 219,68
---	--	-----------

ÉTAT DES RÉSERVES CONSOLIDÉES

Au terme de l'exercice précédent	21 363 930,80
Mutations de l'exercice :	
Quote-part du groupe dans le résultat consolidé (+) (-)	1 550 719,38
Autres variations (+) (-)	4 437 062,44
Au terme de l'exercice	27 351 712,62

Rubriques	Dettes		
Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle	échéant dans l'année	ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	ayant plus de 5 ans à courir
ÉTAT DES DETTES			
Dettes financières	6 175 609,30	66 340 770,91	69 770 555,76
Emprunts obligataires non subordonnés	586 846,20	1 274 105,38	2 607 046,46
Dettes de location-financement et assimilées		129 816,57	
Etablissements de crédit	4 338 763,10	64 936 848,96	66 538 509,30
Autres emprunts	1 250 000,00		625 000,00
Autres dettes	192 387,15	411 412,07	400 225,80
TOTAL	6 367 996,45	66 752 182,98	70 170 781,56

Rubriques	Dettes (ou partie de dettes) garanties par	
	les pouvoirs publics belges	des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
DETTES GARANTIES		
Dettes financières	142 157 119,40	
Emprunts obligataires non subordonnés	4 467 998,04	
Etablissements de crédit	135 814 121,36	
Autres emprunts	1 875 000,00	
Autres dettes	1 002 033,70	
TOTAL	143 159 153,10	

Rubriques	Exercice 2008	Exercice 2007
A. Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	153 927 228,33	148 507 966,96
Cotisations patronales d'assurances sociales	56 612 856,60	54 557 818,17
Primes patronales pour assurances extra-légales	3 079 194,04	3 175 439,30
Autres frais de personnel	22 198 542,79	18 723 959,76
Pensions	21 656 695,63	19 175 279,11

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

B. Effectif (exprimé en équivalents temps plein)

	SRWT		TEC Brabant Wallon		TEC Charleroi		TEC Hainaut		TEC Liège Verviers		TEC Namur Luxembourg		Total Groupe TEC	
	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2007
Effectif moyen du personnel	121,7	124,3	325,4	319,8	1 037,9	1 034,9	733,2	727,4	1 765,8	1 748,4	791,9	797,5	4 775,9	4 752,3
Ouvriers	3,4	3,5	260,8	255,5	874,3	873,0	575,7	570,1	1 499,8	1 488,1	641,6	652,7	3 855,6	3 842,9
Employés	82,9	85,0	57,6	56,3	153,5	150,9	151,5	151,3	256,8	252,5	139,4	134,0	841,7	830,1
Personnel de direction	35,4	35,7	7,0	8,0	10,1	11,0	6,1	6,0	9,2	7,8	10,9	10,8	78,7	79,3
Nombre moyen d'intérimaires et de personnes mises à la disposition de l'entreprise	3,1	0,8	2,5	1,2	17,1	19,8	25,9	12,6	5,0	3,3	23,3	18,7	76,9	56,4
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel à la date de la clôture	122,8	121,0	336,7	322,8	1 029,9	1 038,2	724,0	735,7	1 757,8	1 743,3	804,7	788,5	4 775,9	4 749,5
Ouvriers	3,5	3,5	268,7	259,4	865,1	876,3	568,0	576,4	1 491,9	1 479,7	648,8	645,5	3 846,0	3 840,8
Employés	83,9	81,9	61,0	56,4	155,8	150,9	149,2	153,3	255,9	253,6	145,1	132,2	850,9	828,3
Personnel de direction	35,4	35,6	7,0	7,0	9,0	11,0	6,8	6,0	10,0	10,0	10,8	10,8	79,0	80,4

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres

Gages sur d'autres actifs	
Valeur comptable des actifs gagés	82 359,04
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise s'ils ne sont pas portés au bilan	
Titres de transports en dépôt	892 388,99
Engagements importants d'acquisitions d'immobilisations	
Matériel roulant	72 084 735,00
Autres immobilisés	21 695 178,27
Litiges importants et autres engagements importants	
Montant des contrats de location d'autobus restant à échoir	234 460 234,90

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées aux Administrateurs et gérants	18 996,50
--	-----------

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emolument pour l'exercice d'un mandat de commissaire	102 169,64
--	------------

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES

SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat du Collège des commissaires. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 585.256.259,51 € et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice consolidé de l'exercice de 1.018.034,85 €.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictees par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs

de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2008 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Le 14 mai 2009.

Le Collège des Commissaires

S.C. BCG & Associés
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
P. CAMMARATA

S.c.P.R.L. LAFONTAINE, DETILLEUX & Cie
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
L. LAFONTAINE

S.C.R.L. TCLM-Réviseurs d'entreprises
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
T. LEJUSTE



RÉDACTION - COORDINATION GÉNÉRALE

Direction des Finances
Direction de la Communication
SRWT

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Collection SRWT

CONCEPTION, RÉALISATION ET PRODUCTION

TAM TAM Graphics